

LA LDH GAGNE EN RÉFÉRÉ CONTRE L'INTERDICTION CONTINUE DE MANIFESTER EN NOUVELLE-CALÉDONIE DEPUIS PRÈS D'UN AN !

COMMUNIQUÉ
PARIS, LE 17 AVRIL 2025

Plutôt qu'une politique liberticide, la LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle à un dialogue démocratique pour parvenir à un accord politique dans l'esprit de l'accord de Nouméa.

Depuis le 13 mai 2024 et ce jusqu'à aujourd'hui, les manifestations et rassemblements étaient interdits à Nouméa et les communes avoisinantes. Ce ne sont pas moins de dix-sept arrêtés qui ont été pris pour maintenir ces interdictions de manifester et ce pendant près d'un an.

Face à l'atteinte manifeste portée à la liberté d'expression collective et pacifique des idées et des opinions, et ce bien au-delà de la période d'état d'urgence, la LDH a décidé de saisir la justice contre le nouvel arrêté d'interdiction du 20 mars 2025.

La LDH rappelle que si le retour au calme et à la sécurité pour toutes et tous est une nécessité, la persistance de troubles sporadiques ne peut justifier l'interdiction de toute manifestation culturelle ou protestataire. Aujourd'hui, un an est passé, et dans un moment particulièrement important de son histoire, la population se voit toujours privée de son droit fondamental de s'exprimer et de manifester pacifiquement. En plus d'une atteinte grave à un principe constitutionnel, ce sont les conséquences durablement délétères d'une telle politique, liberticide, que la LDH entend dénoncer.

Saisie, la justice vient de donner raison à la LDH et, au regard de l'urgence, a fait suspendre le dernier arrêté d'interdiction des manifestations applicable jusqu'au 30 avril 2025, ce qui devrait donc permettre à toutes et tous, et singulièrement aux syndicats de pouvoir manifester pour le 1er Mai, après onze mois d'interdiction, sauf à ce que le Haut-commissaire s'affranchisse du respect du droit en édictant un nouvel arrêté.

La LDH espère que cette première alerte de la justice permettra au gouvernement de prendre pleinement la mesure de la situation : la construction d'un espace de dialogue, indispensable pour reprendre le processus de paix dans la perspective d'un nouvel accord, respectueux du droit à l'autodétermination, ne peut se faire en bafouant les libertés fondamentales.

